Burundi : le patron de l’ONU critique les réformes programmées de la Constitution

@rib News,Â 07/02/2018Â â€“ SourceÂ AFP Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU, Antonio Guterres (photo), critique la volont persistante des autoritÃ©s du Burundi Ã rÃ©former la Constitution sans tenir compte des avis de l'opposition, dans un rapport remis aux 15 membres du Conseil de sÃ©curitÃ©.

"Le gouvernement continue de chercher des amendements constitutionnels qui exacerbent les tensions avec l'opposition", relÃ¨ve Antonio Guterres dans ce document obtenu par l'AFP. "MÃªme si le Burundi a un droit souverain Ã amender sa Constitution, je pense fermement qu'un processus aussi important doit Ãªtre conduit d'une maniÃ¨re inclusive afin d'obtenir une participation et un consensus les plus larges possibles parmi les acteurs clÃ©s de la vie politique" dans ce pays, prÃ©cise-t-il dans ses recommandations. Ce processus "requiert un environnement politique et sÃ©curitaire qui permette la confiance de tous les acteurs politiques". "Un dialogue inclusif est le seul moyen pour le Burundi de restaurer la confiance entre les parties prenantes, renforcer l'unitÃ© nationale et les valeurs dÃ©mocratiques", estime aussi Antonio Guterres. "Plusieurs changements proposÃ©s (Ã la Constitution) ont Ã©tÃ© mis en cause par l'opposition comme des tentatives par le parti au pouvoir de consolider son emprise, pouvant crÃ©er des troubles", s'inquiÃ¨te aussi le patron de l'ONU. InterrogÃ© pour une rÃ©action, l'ambassadeur du Burundi Ã l'ONU, Albert Shingiro, a parlÃ© d'un "rapport scandaleux et politiquement orientÃ©". Tout document du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral "qui commente ou critique le projet d'amendement de la Constitution du Burundi est une violation flagrante du principe du respect de la souverainetÃ© nationale consacrÃ© par la Charte de l'ONU", a-t-il ajoutÃ©. Le Burundi est plongÃ© dans une grave crise politique, nÃ©e fin avril 2015 de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu deux mois plus tard. Un rÃ©fÃ©rendum prÃ©vu en mai propose une rÃ©vision de la Constitution qui permettrait Ã Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer Ã partir de 2020 deux mandats de sept ans.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});